

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

21 avril 2022

PROPOSITION DE LOI

**modifiant la loi du 7 mai 1999
sur les jeux de hasard, les paris,
les établissements de jeux de hasard
et la protection des joueurs et modifiant
la loi du 19 avril 2002 relative
à la rationalisation du fonctionnement
et la gestion de la Loterie Nationale**

**AVIS DE L'AUTORITÉ
DE PROTECTION DES DONNÉES**

Voir:

Doc 55 **0384/ (S.E. 2019):**

001: Proposition de loi de MM. Van Hecke et Gilkinet et consorts.
002 et 003: Amendements.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

21 april 2022

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van de wet van 7 mei 1999
op de kansspelen, de weddenschappen,
de kansspelinrichtingen en de bescherming
van de spelers en tot wijziging
van de wet van 19 april 2002 tot
rationalisering van de werking
en het beheer van de Nationale Loterij**

**ADVIES VAN DE
GEGEVENSBECHERMINGSAUTORITEIT**

Zie:

Doc 55 **0384/ (B.Z. 2019):**

001: Wetsvoorstel van de heren Van Hecke en Gilkinet c.s.
002 en 003: Amendementen.

06793

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
Les Engagés	: Les Engagés
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de nummering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)



Autorité de protection des données
Gegevensbeschermingsautoriteit

Avis n° 65/2022 du 1 avril 2022

Objet : Demande d'avis sur l'article 9 de la proposition de loi modifiant la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs et modifiant la loi du 19 avril 2002 relative à la rationalisation du fonctionnement et la gestion de la Loterie Nationale (DOC 55 0384/001) et la proposition d'amendement y relatif (DOC 55 0384/002) (CO-A-2022-035)

Le Centre de Connaissances de l'Autorité de protection des données (ci-après « l'Autorité »),
Présents : Messieurs Yves-Alexandre de Montjoye et Bart Preneel;

Vu la loi du 3 décembre 2017 *portant création de l'Autorité de protection des données*, en particulier les articles 23 et 26 (ci-après « LCA ») ;

Vu le règlement (UE) 2016/679 *du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE* (ci-après « RGPD ») ;

Vu la loi du 30 juillet 2018 *relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel* (ci-après « LTD ») ;

Vu la demande d'avis de la Présidente du Parlement fédéral, Eliane Tilleux, reçue le 10 février 2022 ;

émet, le 1 avril 2022, l'avis suivant :

I. Objet et contexte de la demande

1. La Présidente du Parlement fédéral sollicite l'avis de l'Autorité sur l'article 9 de la proposition de loi modifiant la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs (ci-après « la loi sur les jeux de hasard ») et modifiant la loi du 19 avril 2002 relative à la rationalisation du fonctionnement et la gestion de la Loterie Nationale (DOC 55 0384/001) et sur la proposition d'amendement n°7 qui remplace cet article 9 (ci-après « la proposition de loi »).
2. Ainsi qu'il ressort du résumé de la proposition de loi, cette disposition de la proposition de loi a pour objectif d'augmenter la protection des personnes qui s'adonnent aux jeux de hasard en étendant le contrôle EPIS¹ (permettant de vérifier l'absence de statut « interdit de jeux de hasard » dans le chef du candidat joueur) aux paris engagés sur les hippodromes et dans les librairies. Ce contrôle est actuellement uniquement prévu au niveau des établissements de jeux de hasard des classes I, II et des établissements de jeux de hasard fixes de classe IV².

II. Examen

3. L'amendement n°7 de M. Van Hecke et consorts (DOC 55 0284/003) vise à remplacer l'article 62 de la loi sur les jeux de hasard en ces termes :

"Art. 62. § 1er. Complémentairement à ce qui est prévu à l'article 54, la participation à des paris en dehors des établissements de jeux de hasard de classe IV n'est autorisée que si la personne concernée introduit sa carte d'identité électronique ou un moyen d'identification offrant un même niveau de garantie de sécurité dans un système informatique approprié à des fins de contrôle.

Le Roi détermine les autres modalités d'admission des joueurs.

§ 2. Complémentairement à ce qui est prévu à l'article 54, l'accès aux salles de jeux des établissements de jeux de hasard de classes I et II et aux établissements de jeux de hasard fixes et mobiles de classe IV n'est autorisé que sur présentation par la personne concernée de sa carte d'identité électronique ou d'un moyen d'identification offrant un même niveau de garantie de sécurité et moyennant l'inscription par l'exploitant des nom complet, prénom, date de naissance, lieu de naissance, profession et de l'adresse de cette personne dans un registre.

L'exploitant fait signer ce registre par la personne concernée.

Une copie de la pièce ayant servi à l'identification du joueur doit être conservée pendant au moins cinq ans à dater de la dernière activité de jeux de celui-ci.

Le Roi détermine les modalités d'admission et d'enregistrement des joueurs.

Il arrête les conditions d'accès aux registres.

¹ système informatique de la Commission des jeux de hasard reprenant la liste des personnes interdites de jeux de hasard au sens de l'article 54 de la loi sur les jeux de hasard

² lequel est cumulé avec un accès à ces établissements conditionné à la présentation d'un document d'identité et l'inscription dans un registre, par l'exploitant, des données d'identification des joueurs qui y accèdent.

L'absence de tenue ou la tenue incorrecte de ce registre de même que sa non-communication aux autorités, son altération ou sa disparition peut entraîner le retrait par la commission de la licence de classe I, II ou IV pour les établissements de jeux de hasard fixes et mobiles.

§ 3. Le Roi détermine les modalités d'admission et d'enregistrement des joueurs pour la pratique de jeux de hasard via un réseau de communication électronique ainsi que les conditions que le registre doit remplir."

Participation à des paris en dehors des établissements de jeux de hasard de classe IV

4. Pour que le texte de l'article 62 en projet de la loi sur les jeux de hasard corresponde aux intentions de ses auteurs et répondent aux critères requis en termes de prévisibilité des normes qui encadrent des traitements de données à caractère personnel, il convient de préciser quels sont les jeux de hasard visés et quel est le type de contrôle requis en matière de participation à des paris en dehors des établissements de jeux de hasard de classe IV.
5. Ainsi, sera précisé que les jeux de hasard concernés sont les paris pouvant avoir lieu en dehors des établissements de jeux de hasard de classe IV, à savoir ceux visés à l'article 43/4, §5 de la loi sur les jeux de hasard³. Les termes « à des fins de contrôle » doivent également être complétés pour viser qu'il s'agit du contrôle préalable de l'absence d'inscription du candidat joueur dans le registre des personnes interdites de jeux de hasard visé à l'article 55 de la loi sur les jeux de hasard.
6. Quant à la mise en place d'un tel contrôle par le biais d'une solution automatisée à l'aide de la carte d'identité électronique, l'Autorité renvoie à sa recommandation qu'elle a émise à ce sujet dans les points 38 et 39 de son avis 178/2021 du 4 octobre 2021 sur le projet d'arrêté royal modifiant deux arrêtés royaux du 15 décembre 2004 en ce qui concerne le système EPIS et le registre d'accès⁴ :

« 38. Enfin, complémentairement aux propos qui précèdent et à titre fondamental, l'Autorité se demande si la mise en place d'une solution technologique ne permettrait pas de remplacer, utilement et de manière plus respectueuse des droits fondamentaux des personnes fréquentant les établissements de jeux de hasard, certains traitements de données à caractère personnel imposés aux exploitants de ces établissements tout en réalisant la finalité poursuivie qui est d'empêcher les joueurs interdits de jeu d'accéder aux salles de jeux.

39. A cet effet, la prise de copie de la carte d'identité de tous les joueurs et la tenue obligatoire d'un registre d'accès contenant leurs données d'identification pourraient être supprimées si on imposait (pour autant que la mise en place d'un tel système soit possible en fonction de contraintes spécifiques dont l'Autorité n'aurait pas connaissance), en lieu et place, à toute personne majeure qui se présente pour accéder à une salle de jeux, de s'authentifier par voie électronique à l'aide de sa carte d'identité (une

³ À savoir les paris sur les événements sportifs et sur les courses hippiques au sein des librairies et des paris mutuels sur les courses hippiques, visés à l'article 43/2, 1° et 1° de la loi sur les jeux de hasard, organisées dans l'enceinte d'un hippodrome.

⁴ Disponible sur le site web de l'Autorité.

grande majorité de leur clientèle disposant d'une carte d'identité avec cette fonctionnalité) et qu'un couplage automatisé soit opéré avec le système EPIS afin qu'en cas de mention de la personne dans ce système, un message d'alerte soit mis à disposition de l'exploitant pour l'avertir qu'il ne peut pas autoriser l'accès de cette personne à sa salle de jeux. Il conviendrait d'imposer aux exploitants l'utilisation d'une application spécifique (mise au point par la commission des jeux de hasard) assurant cette fonctionnalité. Une telle façon de procéder permettrait de s'assurer du respect de la réalisation des obligations de vérification préalable sans exiger la tenue d'un registre d'accès et sans exiger la prise de copie de la carte d'identité étant donné que l'utilisation avec succès du module d'authentification de la carte ne nécessiterait plus de devoir vérifier ultérieurement que l'identification/l'authentification de la personne ont été correctement réalisées vu que le titulaire de la carte est le seul à connaître le code pin de sa carte. De plus, pour éviter la consultation d'une base de données centrale (EPIS) qui implique que la Commission des jeux de hasard se voit divulguer le numéro de Registre national ou les données d'identification des personnes qui fréquentent les salles de jeux de hasard et les moments auxquels elles les fréquentent, il conviendrait de mettre quotidiennement à disposition des établissements de jeux de hasard la liste actualisée des personnes exclues de jeu sous la forme d'une liste composée des hash de leur numéro de RN, numéro de carte d'identité et nom. Cette liste serait transmise avec un filtre de Bloom de telle sorte que la confidentialité des personnes figurant sur cette liste serait assurée. Les exploitants de salles de jeux de hasard vérifieraient localement si les personnes qui souhaitent accéder aux salles de jeux sont exclues de jeu. Une journalisation des vérifications réalisées serait imposée afin de permettre aux inspecteurs de vérifier que les vérifications suffisantes ont bien été effectuées et des contrôles réguliers in situ seraient réalisés pour vérifier que chaque personne présente dans la salle de jeux n'est pas exclue de jeu. Une telle façon de procéder constitue aux yeux de l'Autorité un traitement de données plus adéquat et proportionné que ce qui est actuellement prévu par la loi sur les jeux de hasard et ses arrêtés d'exécution car cela évite d'une part, à la fois de réaliser une quantité importante de copies de cartes d'identité, ce qui n'est pas l'idéal au regard du risque de fraude à l'identité et de communiquer à la commission des jeux de hasard l'identité de toutes les personnes qui fréquentent les salles de jeux de hasard et d'autre part, de tenir localement au niveau des établissements de jeux de hasard des registres contenant les données d'identification de toutes les personnes qui fréquentent les salles de jeux de hasard et les moments auxquels elles les fréquentent ; ce qui peut apparaître comme disproportionné au regard de la mission de service public poursuivie qui est d'assurer l'effectivité de l'interdiction de fréquentation de ces salles de jeux à laquelle seules certaines personnes sont soumises. L'Autorité recommande au Ministre d'entamer une réflexion à ce sujet et, en fonction, d'adapter les dispositions législatives et réglementaires en conséquence. » (souligné par nous)

7. Un tel contrôle automatisé a le mérite d'une plus grande simplification administrative pour les établissements concernés tout en garantissant un meilleur niveau de protection des données pour les joueurs et ce, sans perte d'efficacité des pouvoirs de contrôle de la Commission des jeux de hasard dans ce cadre.
8. Il appartient toutefois qu'un tel contrôle soit explicitement prévu à l'article 62 ou à tout le moins que le législateur délègue explicitement au Roi le soin de déterminer les modalités d'un tel système

de contrôle qui présente les garanties requises explicitées par l'Autorité dans son avis précité. La délégation au Roi devra à tout le moins être précisée en ce sens.

Extension aux établissements de jeux de hasard mobiles de classe IV des obligations d'identification des joueurs, de prise de copie de leur carte d'identité et de tenue d'un registre des joueurs

9. Tout en étendant les obligations d'identification des joueurs aux exploitants d'établissement de jeux de hasard mobiles de classe IV, les auteurs de l'amendement n°7 préservent la tenue obligatoire par les exploitants des établissements de jeux de hasard d'un registre mentionnant l'identité des joueurs et l'obligation de prise systématique de la copie de leur carte d'identité. A ce sujet, l'Autorité renvoie aux considérations qu'elle a émises dans son avis précité de 2021 au vu des risques qu'engendrent ces traitements de données à caractère personnel. Dans sa recommandation 03/2011⁵, la Commission de protection de la vie privée, prédécesseur en droit de l'Autorité, a également relevé que, afin de réduire le risque de vol d'identité, il convient de limiter au maximum les cas donnant lieu à la prise de copie de carte d'identité d'une personne. Elle a donc recommandé que le législateur limite les cas où il prescrit la copie de la carte d'identité aux hypothèses strictement nécessaires pour des motifs d'intérêt public (sécurité publique, lutte contre le blanchiment, etc.).
10. Par conséquent, il est recommandé de réviser l'article 62 en projet de la loi sur les jeux de hasard pour remplacer ce système de registre obligatoire et de prise de copie des cartes d'identité par un contrôle automatisé présentant les garanties de confidentialité précitées.
11. En outre, à défaut pour les auteurs de l'amendement de suivre la recommandation précitée et dans l'hypothèse où ils parviennent à justifier la nécessité et la proportionnalité de préserver ce registre obligatoire et la prise systématique obligatoire de la copie de la carte d'identité des joueurs, il convient de mentionner explicitement à l'article 62 de la loi sur les jeux de hasard la finalité concrète pour laquelle ces obligations de traitements de données sont instaurées et ce, conformément à l'article 6.3 du RGPD. Comme l'Autorité l'a déjà relevé dans son avis précité de 2021, *« la finalité de ce registre est de permettre à la Commission des jeux de hasard de vérifier a posteriori si les consultations EPIS ont bien été réalisées sur les personnes qui fréquentent les salles de jeux de hasard concernées. Etant donné que cette finalité n'est pas explicitement déterminée dans la loi sur les jeux de hasard, l'Autorité recommande d'adapter cet article 62 de cette loi pour la prévoir de manière explicite à défaut de quoi cette disposition risque d'être considérée comme contraire à l'article 6.3 du RGPD. »*

⁵ Recommandation d'initiative 03/2011 du 25 mai 2011 relative à la prise de copie des cartes d'identité ainsi qu'à leur utilisation et à leur lecture électronique, disponible sur le site web de l'Autorité.

12. Quant aux données à reprendre dans le registre reprenant l'identité des joueurs fréquentant les établissements de jeux de hasard visés à l'article 62, §2 de la loi sur les jeux de hasard, l'Autorité ne perçoit pas la pertinence d'y mentionner le lieu de naissance et la profession du candidat joueur mais bien sa date de naissance étant donné que les mineurs ne peuvent accéder aux salles de jeux de hasard. S'il s'agit d'identifier le joueur, la mention de ses nom, prénom et numéro d'identification⁶ du Registre national suffisent. Quant à la profession, il suffit pour l'exploitant de demander au candidat joueur si sa profession fait partie des professions interdites de jeux de hasard mais pas de collecter la profession déclarée de tous les candidats joueurs⁷. Ni le lieu de naissance, ni l'adresse du joueur n'apparaissent également pertinents. A défaut de justification adéquate à reprendre dans l'exposé des motifs, les données non pertinentes seront supprimées du registre obligatoire dans le respect du principe de minimisation du RGPD (art. 5.1.c RGPD).
13. En ce qui concerne la durée de conservation des données à caractère personnel au sein du registre d'accès que les exploitants des salles de jeux de hasard visées sont tenus de tenir, l'Autorité relève également qu'aucune disposition légale ne prévoit la durée pendant laquelle ces données devront être conservées au sein de ce registre ; ce à quoi il convient de pallier. À la lumière de l'article 6.3 du RGPD, il convient de prévoir ce délai de conservation (maximal) en tenant compte de la finalité de ce registre d'accès ou au moins de prévoir les critères permettant de déterminer ce délai (maximal) de conservation.
14. Quant à l'obligation pour l'exploitant de conserver pendant « *au moins* » 5 années la copie de la carte d'identité du joueur, si les auteurs de l'amendement préservent un tel traitement malgré les considérations précitées de l'Autorité, les termes « au moins » doivent être supprimés afin de répondre aux critères de prévisibilité des lois qui encadrent des traitements de données à caractère personnel.
15. Quant à l'ajout d'un autre moyen d'identification que la carte d'identité, l'Autorité relève qu'il convient que cet autre moyen d'identification permette la collecte du numéro d'identification du registre national étant donné qu'il s'agit d'un critère de consultation du registre EPIS qui permet d'éviter des erreurs sur la personne dans ce cadre. Les auteurs de l'amendement doivent veiller à cela dans leur formulation de l'article 62 afin d'éviter toute consultation erronée du registre EPIS.

⁶ D'autant plus qu'il ressort du projet d'arrêté royal soumis pour avis à l'Autorité en juillet 2021 qu'il est de l'intention du Ministre de la Justice de permettre la consultation du registre EPIS à l'aide du numéro d'identification du Registre national ; ce qui implique que les exploitants d'établissements de jeux de hasard concernés doivent être habilités à collecter ce numéro. Cf. à ce sujet le cons. 14 de l'avis précité 178/2021.

⁷ Concernant la vérification du défaut d'exercice d'une des professions interdites de jeux de hasard (magistrats, aux notaires, aux huissiers et aux membres des services de police), il est recommandé d'intégrer cette vérification dans la solution technologique de vérification du statut d'interdit de jeux dans EPIS et prévoyant la consultation automatisée de bases de données qui reprennent la liste desdites professions.

Par ces motifs,

L'Autorité,

Considère que l'article 62 en projet de la loi sur les jeux de hasard doit être adapté en ce sens :

1. Précision au §1 des types de jeux de hasard visés et du type de contrôle requis conformément au considérant 5 (cons.4 et 5) ;
2. Précision des garanties que le contrôle automatisé doit assurer (authentification des candidats joueur à l'aide du module d'authentification de la carte d'identité ou d'un moyen offrant le même niveau de garantie, préservation de la confidentialité des joueurs dans la réalisation de contrôle de l'absence de statut d'interdit de jeux, détermination des modalités de journalisation obligatoire des vérifications réalisées) (cons. 6 à 8) ;
3. Adaptation du §2 pour remplacer la tenue obligatoire d'un registre avec l'identité de tous les joueurs et la prise de la copie de leur carte d'identité par la mise en place d'un contrôle automatisé tel que préconisé au considérant 6 (cons. 9 et 10) et à défaut (moyennant justification adéquate) :
 - 3.1. mention de la finalité du registre visé au §2 dont la tenue est imposée aux exploitants d'établissements de jeux de hasard conformément au considérant 11 ;
 - 3.2. limitation des données à reprendre dans le registre aux seules données pertinentes et nécessaires pour la réalisation de sa finalité (cons. 12)
 - 3.3. mention de la durée de conservation des données au sein du registre conformément au considérant 13 ;
 - 3.4. suppression des termes « au moins » à l'alinéa 3 du §2 (cons. 14).



Pour le Centre de Connaissances,

Rita Van Nuffelen – Responsable a.i. du Centre de Connaissances



Autorité de protection des données
Gegevensbeschermingsautoriteit

Advies nr. 65/2022 van 1 april 2022

Betreft: Adviesaanvraag met betrekking tot artikel 9 van het wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de weddenschappen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers en tot wijziging van de wet van 19 april 2002 tot rationalisering van de werking en het beheer van de Nationale Loterij (DOC 55 0384/001) en het amendementsvoorstel in verband daarmee (DOC 55 0384/002) (CO-A-2022-035)

Het Kenniscentrum van de Gegevensbeschermingsautoriteit (hierna "de Autoriteit");
aanwezig: de heren Yves-Alexandre de Montjoye en Bart Preneel;

Gelet op de wet van 3 december 2017 *tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit*, met name de artikelen 23 en 26 (hierna "WOG");

Gelet op Verordening (EU) 2016/679 *van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG* (hierna "AVG");

Gelet op de wet van 30 juli 2018 *betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens* (hierna "WVG");

Gelet op de adviesaanvraag van de voorzitter van het federale parlement, mevrouw Eliane Tillieux, ontvangen op 10 februari 2022;

Brengt op 1 april 2022 het volgende advies uit:

I. Onderwerp en context van de aanvraag

1. De voorzitter van het federale parlement vraagt het advies van de Autoriteit met betrekking tot artikel 9 van het wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de weddenschappen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers (hierna "de wet op de kansspelen") en tot wijziging van de wet van 19 april 2002 tot rationalisering van de werking en het beheer van de Nationale Loterij (DOC 55 0384/001), en met betrekking tot amendementsvoorstel nr. 7 dat dit artikel 9 vervangt (hierna "het wetsvoorstel").
2. Zoals blijkt uit de samenvatting van het wetsvoorstel, wil deze bepaling van het wetsvoorstel een betere bescherming van de speler van kansspelen waarborgen door de EPIS-controle¹ (waarbij wordt nagegaan of de kandidaat-speler niet de status "kansspelen verboden" heeft) uit te breiden naar weddenschappen op renbanen en in dagbladhandels. Deze controle is momenteel enkel geregeld voor kansspelinrichtingen van klasse I en klasse II, en voor vaste kansspelinrichtingen van klasse IV².

II. Onderzoek

3. Amendement nr. 7 van de heer Van Hecke c.s. (DOC 55 0284/003) beoogt artikel 62 van de wet op de kansspelen als volgt te vervangen:

"Art. 62. § 1. In aanvulling op het door artikel 54 bepaalde, is de deelname aan weddenschappen buiten kansspelinrichtingen klasse IV slechts toegestaan wanneer de betrokken persoon zijn e-ID of een identificatiemiddel dat een zelfde niveau van veiligheidswaarborg biedt, voor controle inbrengt in een passend informaticasysteem.

De Koning bepaalt de verdere nadere regels inzake de wijze waarop de spelers worden toegelaten.

§ 2. In aanvulling op het door artikel 54 bepaalde, is de toegang tot de speelzalen van kansspelinrichtingen van de klassen I, II en tot de vaste en mobiele kansspelinrichtingen klasse IV slechts toegestaan wanneer de betrokken persoon zijn e-ID of een identificatiemiddel dat een zelfde niveau van veiligheidswaarborg biedt voorlegt en de exploitant zijn volledige naam, voornamen, geboortedatum, geboorteplaats, beroep en adres in een register inschrijft.

De exploitant doet de betrokkene dat register ondertekenen.

Een afschrift van het stuk waaruit de identiteit van de speler blijkt, moet gedurende ten minste vijf jaar na zijn laatste deelneming aan een kansspel worden bewaard.

De Koning bepaalt de wijze waarop de spelers worden toegelaten en geregistreerd.

Hij bepaalt de voorwaarden inzake toegang tot de registers.

De commissie kan de vergunning klasse I, II of klasse IV voor de vaste en mobiele kansspelinrichtingen intrekken als dit register niet of onjuist wordt bijgehouden, alsook in het geval dat het register niet wordt medegedeeld aan de overheden, beschadigd raakt dan wel verdwijnt.

¹ Informaticasysteem van de Kansspelcommissie dat de lijst bevat met personen voor wie kansspelen zijn verboden in de zin van artikel 54 van de wet op de kansspelen

² Waarbij de toegang tot deze inrichtingen afhankelijk wordt gesteld van de overlegging van een identiteitsdocument en de inschrijving door de exploitant in een register van de identificatiegegevens van de spelers die er toegang toe hebben.

§ 3. De Koning bepaalt de wijze waarop de spelers worden toegelaten en geregistreerd voor deelneming aan kansspelen via een elektronisch communicatienetwerk evenals de voorwaarden waaraan het register moet voldoen."

Deelname aan partijen buiten kansspelinrichtingen klasse IV

4. Opdat de tekst van artikel 62 in ontwerp van de wet op de kansspelen zou aansluiten bij de bedoelingen van de opstellers ervan en zou voldoen aan de vereiste criteria op het gebied van voorspelbaarheid van de regels betreffende de verwerking van persoonsgegevens, moet worden gepreciseerd welke kansspelen worden bedoeld en welke soort controle vereist is met betrekking tot de deelname aan weddenschappen buiten kansspelinrichtingen van klasse IV.
5. Zo moet worden gepreciseerd dat de betrokken kansspelen weddenschappen zijn die buiten kansspelinrichtingen van klasse IV kunnen plaatsvinden, namelijk die bedoeld in artikel 43/3, §5, van de wet op de kansspelen³. Ook moet de formulering "voor controle" worden aangevuld om aan te geven dat het gaat om de voorafgaande controle van het ontbreken van de inschrijving van de kandidaat-speler in het register van personen voor wie kansspelen zijn verboden zoals bedoeld in artikel 55 van de wet op de kansspelen.
6. Wat betreft het invoeren van een dergelijke controle via een geautomatiseerde oplossing met gebruikmaking van een elektronische identiteitskaart, verwijst de Autoriteit naar haar aanbeveling in dat verband in de punten 38 en 39 van haar advies 178/2021 van 4 oktober 2021 over het ontwerp van koninklijk besluit tot wijziging van twee koninklijke besluiten van 15 december 2004 met betrekking tot het EPIS-systeem en het toegangsregister⁴ :

« 38. Ten slotte, aanvullend op wat voorafgaat, vraagt de Autoriteit zich af of de instelling van een technologische oplossing niet opportuun zou zijn om, op nuttige wijze en met strikte inachtneming van de grondrechten van de personen die kansspelinrichtingen bezoeken, bepaalde verwerkingen van persoonsgegevens die aan de exploitanten van deze inrichtingen worden opgelegd te vervangen, rekening houdend met het doel dat erin bestaat om de spelers met een speelverbod de toegang tot de speelzalen te ontfemen.

39. De verplichting om een kopie te nemen van de identiteitskaart van alle spelers en om een toegangsregister bij te houden met de identificatiegegevens van die spelers, kan worden geschrapt als in de plaats daarvan (mits de invoering van een dergelijk systeem mogelijk is in functie van de specifieke verplichtingen waarvan de Autoriteit geen kennis heeft), elke meerderjarige persoon die een speelzaal wenst te betreden, verplicht wordt om zich langs elektronische weg te authenticeren aan de hand van zijn identiteitskaart (de meeste klanten beschikken immers over een identiteitskaart met deze functionaliteit) en als de gegevens automatisch worden gekoppeld met het

³ Namelijk weddenschappen op sportevenementen en op paardenwedrennen in dagbladhandels en de onderlinge weddenschappen op paardenwedrennen, bedoeld in artikel 42/2, 1° en 2°, van de wet op de kansspelen, georganiseerd binnen de omheining van een renbaan.

⁴ Beschikbaar op de website van de Autoriteit.

EPIS-systeem zodat, wanneer de betrokkene in dit systeem is vermeld, de exploitant een waarschuwingsbericht ontvangt waarin staat dat hij de betrokkene de toegang tot de speelzaal moet ontzeggen. De exploitanten zouden dan een specifieke toepassing moeten gebruiken (die is ontwikkeld door de Kansspelcommissie) die deze functionaliteit waarborgt. Een dergelijke regeling kan ook bijdragen tot de controle of de verplichting tot voorafgaande verificatie werd nageleefd, zonder dat het toegangsregister moet worden bijgehouden en zonder dat een kopie van de identiteitskaart moet worden genomen. Zodra de authenticatiemodule van de identiteitskaart met succes is gebruikt, moet immers niet meer worden gecontroleerd of de identificatie/authenticatie van de betrokkene correct werd gerealiseerd aangezien alleen de houder van de identiteitskaart de pincode van zijn kaart kent. Bovendien, om de raadpleging te vermijden vanuit een centrale gegevensbank (EPIS) wat met zich meebrengt dat de Kansspelcommissie de RR-nummers of de identificatiegegevens van personen moet bekendmaken die speelzaken bezoeken en de tijdstippen waarop zij deze bezoeken, is het raadzaam om dagelijks aan de kansspelinrichtingen de bijgewerkte lijst te bezorgen van personen die uitgesloten worden van kansspelen, in de vorm van een lijst die is samengesteld met hashes van hun RR-nummer, nummer van de identiteitskaart en naam. Deze lijst zou worden verstrekt met een Bloomfilter zodat de geheimhouding van de personen op dielijst verzekerd is. De uitbaters van speelzalen zouden ter plaatse verifiëren of de personen die een speelzaal willen binnengaan, al dan niet uitgesloten zijn. Een logbestand van de verrichte verificaties zou worden verplicht opdat de inspecteurs zouden kunnen nagaan of de verificaties goed werden uitgevoerd en er zouden regelmatige controles plaatsvinden ter plaatse om na te gaan of elke aanwezig persoon in de speelzaal niet van kansspelen is uitgesloten. Een dergelijke regeling is volgens de Autoriteit een meer passende en evenredige gegevensverwerking dan de regeling die vandaag is voorzien in de wet op de kansspelen en de uitvoeringsbesluiten ervan. Er wordt immers zowel vermeden dat talloze kopies van identiteitskaarten moeten worden genomen, wat niet ideaal is gezien het risico van identiteitsfraude en dat de identiteit van de personen die kansspelinrichtingen bezoeken wordt meegedeeld aan de commissie, en anderzijds moeten geen registers worden bijgehouden die de identificatiegegevens bevatten van alle personen die de kansspelinrichtingen bezoeken en van de tijdstippen waarop zij deze bezoeken; dit kan immers onevenredig lijken gezien de openbare dienstopdracht die moet worden uitgevoerd, namelijk de werkzaamheid waarborgen van het verbod op het bezoeken van deze speelzalen waaraan slechts bepaalde personen zijn onderworpen. De Autoriteit beveelt de minister aan om hierover een denkoefening te starten en om op basis daarvan de wetgevende en reglementaire bepalingen eventueel aan te passen." (door ons onderstreept)

7. Een dergelijke geautomatiseerde controle heeft het voordeel dat zij voor de betrokken inrichtingen een grotere administratieve vereenvoudiging met zich meebrengt, waarbij tevens een beter niveau van gegevensbescherming voor de spelers wordt gewaarborgd, zonder dat de controlebevoegdheden van de Kansspelcommissie aan doeltreffendheid in deze context inboeten.
8. Een dergelijke controle moet evenwel uitdrukkelijk worden opgenomen in artikel 62, of de wetgever moet de Koning op zijn minst uitdrukkelijk belasten met het vaststellen van de modaliteiten van een dergelijk controlesysteem, dat de nodige waarborgen moet bieden zoals

uiteengezet door de Autoriteit in haar bovengenoemde advies. De delegatie aan de Koning moet minstens in die zin worden gepreciseerd.

Uitbreiding naar mobiele kansspelinrichtingen van klasse IV van de verplichting om de spelers te identificeren, een kopie van hun identiteitskaart te nemen en een register van de spelers bij te houden

9. Hoewel zij de verplichting tot identificatie van de spelers uitbreiden tot de exploitanten van mobiele kansspelinrichtingen van klasse IV, handhaven de opstellers van amendement nr. 7 de verplichting voor de exploitanten van kansspelinrichtingen om een register bij te houden waarin de identiteit van de spelers wordt vermeld, en de verplichting om systematisch een kopie van hun identiteitskaart te nemen. In verband hiermee verwijst de Autoriteit naar de overwegingen die zij in haar bovengenoemde advies van 2021 heeft geformuleerd over de risico's die deze verwerkingen van persoonsgegevens met zich meebrengen. In haar aanbeveling 03/2011⁵ heeft de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, voorganger in rechte van de Autoriteit, er ook op gewezen dat om het risico van identiteitsdiefstal te beperken, het nemen van een kopie van de identiteitskaart van een persoon zo veel mogelijk moet worden vermeden. Zij heeft dan ook aanbevolen dat de wetgever de gevallen waarin hij een kopie van de identiteitskaart voorschrijft, beperkt tot de gevallen die strikt noodzakelijk zijn om redenen van algemeen belang (openbare veiligheid, bestrijding van witwassen, enz.).
10. Bijgevolg wordt aanbevolen om artikel 62 in ontwerp van de wet op de kansspelen te herzien en dit systeem van verplichte registratie en het nemen van een kopie van de identiteitskaarten te vervangen door een geautomatiseerde controle met de bovengenoemde waarborgen inzake vertrouwelijkheid.
11. Bovendien, indien de opstellers van het amendement de bovenvermelde aanbeveling niet opvolgen, en in het geval zij de noodzaak en de evenredigheid rechtvaardigen van het behoud van de verplichting om dit register bij te houden en een kopie van de identiteitskaart van de spelers te nemen, dient in artikel 62 van de wet op de kansspelen uitdrukkelijk te worden vermeld wat het concrete doel is van het opleggen van deze verplichtingen voor gegevensverwerkingen, in overeenstemming met artikel 6, lid 3, van de AVG. De Autoriteit heeft in haar bovengenoemde advies van 2021 reeds opgemerkt dat *"het doel van dit register erin bestaat om de Kansspelcommissie in de gelegenheid te stellen om a posteriori na te gaan of EPIS werd geraadpleegd omtrent de personen die de betrokken speelzalen bezoeken. Aangezien dit doel niet uitdrukkelijk is omschreven in de wet op de kansspelen, beveelt de Autoriteit aan om dit artikel*

⁵ Aanbeveling uit eigen beweging 03/2011 van 25 mei 2011 over het nemen van een kopie van de identiteitskaart en over het gebruik en de elektronische lezing ervan, beschikbaar op de website van de Autoriteit.

62 van deze wet aan te passen in die zin dat het doel uitdrukkelijk wordt voorzien, zoniet kan worden beschouwd dat deze bepaling indruist tegen artikel 6.3 van de AVG."

12. Wat de gegevens betreft die in het register moeten worden opgenomen met de identiteit van de spelers die kansspelinrichtingen bezoeken zoals bedoeld in artikel 62, §2, van de wet op de kansspelen, snapt de Autoriteit de relevantie niet van het vermelden van de geboorteplaats en het beroep van de kandidaat-speler, maar wel van zijn geboortedatum, aangezien minderjarigen geen speelzalen van kansspelinrichtingen mogen betreden. Als het gaat om de identificatie van de speler is de vermelding van zijn naam, voornaam en identificatienummer⁶ van het Rijksregister voldoende. Wat het beroep betreft, is het voor de exploitant voldoende om aan de kandidaat-speler te vragen of zijn beroep een van de beroepen is waarvoor kansspelen verboden zijn, maar moet niet het officiële beroep van alle kandidaat-spelers worden verzameld⁷. Ook lijken de geboorteplaats en het adres van de speler niet ter zake dienend. Bij gebrek aan een passende motivering die in de memorie van toelichting moet worden opgenomen, moeten de niet-relevante gegevens uit het verplichte register worden verwijderd overeenkomstig het beginsel van minimale gegevensverwerking van de AVG (artikel 5, lid 1, punt c), AVG).
13. Wat de bewaartermijn betreft van de persoonsgegevens in het toegangsregister dat de exploitanten van speelzalen van kansspelinrichtingen moeten bijhouden, wijst de Autoriteit erop dat geen enkele wettelijke bepaling voorziet in de termijn gedurende welke deze gegevens in het register moeten worden bewaard; dit moet worden verholpen. In het licht van artikel 6, lid 3, van de AVG, dient deze (maximale) bewaartermijn te worden vastgesteld, rekening houdend met het doel van het toegangsregister, of dienen ten minste de criteria te worden bepaald aan de hand waarvan deze (maximale) bewaartermijn kan worden vastgesteld.
14. Wat betreft de verplichting voor de exploitant om gedurende "ten minste" 5 jaar de kopie van de identiteitskaart van de speler te bewaren, moeten, indien de opstellers van het amendement een dergelijke verwerking handhaven ondanks de bovenvermelde overwegingen van de Autoriteit, de woorden "ten minste" worden geschrapt om te voldoen aan de criteria van voorspelbaarheid van de wetten die de verwerking van persoonsgegevens omkaderen.

⁶ Temeer omdat uit het ontwerp van koninklijk besluit dat in juli 2021 voor advies aan de Autoriteit is voorgelegd, blijkt dat het de bedoeling van de minister van Justitie is om de raadpleging van het EPIS-register met gebruikmaking van het identificatienummer van het Rijksregister mogelijk te maken; hetgeen betekent dat de exploitanten van de betrokken kansspelinrichtingen gemachtigd moeten zijn om dat nummer te verzamelen. Cf. in dat verband punt 14 van het eerder genoemde advies 178/2021.

⁷ Met betrekking tot de controle of een beroep wordt uitgeoefend waarvoor kansspelen verboden zijn (magistraten, notarissen, gerechtsdeurwaarders en leden van de politiediensten), wordt aanbevolen deze controle te integreren in de technologische oplossing voor de controle van de status "kansspelen verboden" in EPIS en te voorzien in de geautomatiseerde raadpleging van de gegevensbanken met de lijst van de genoemde beroepen.

15. Wat de toevoeging van een ander identificatiemiddel dan de identiteitskaart betreft, wijst de Autoriteit erop dat het passend is dat dit andere identificatiemiddel het verzamelen van het identificatienummer van het Rijksregister mogelijk maakt, aangezien het gaat om een criterium voor de raadpleging van het EPIS-register waarmee vergissingen over de persoon in dat verband kunnen worden vermeden. De opstellers van het amendement moeten hiermee rekening houden in hun formulering van artikel 62, om elke verkeerde raadpleging van het EPIS-register te voorkomen.

Om deze redenen,

is de Autoriteit van mening dat artikel 62 in ontwerp van de wet op de kansspelen als volgt moet worden aangepast:

1. Precisering in §1 van de soorten kansspelen die worden bedoeld en het soort controle dat overeenkomstig punt 5 vereist is (punten 4 en 5);
2. Precisering van de waarborgen die de geautomatiseerde controle moet bieden (authenticatie van de kandidaat-spelers met gebruikmaking van een authenticatiemodule van identiteitskaarten of een middel dat hetzelfde garantieniveau biedt, bescherming van het vertrouwelijke karakter van de spelers bij de controle of zij niet de status "kansspelen verboden" hebben, bepaling van de modaliteiten van de verplichte registratie van de verrichte controles) (punten 6 tot en met 8);
3. Aanpassing van §2 om het verplicht bijhouden van een register met de identiteit van alle spelers en het nemen van een kopie van hun identiteitskaart, te vervangen door de invoering van een geautomatiseerde controle zoals aanbevolen in punt 6 (punten 9 en 10), en bij gebrek hieraan (mits een passende motivering):
 - 3.1. vermelding van het doel van de in §2 bedoelde register waarvan het bijhouden verplicht is voor exploitanten van kansspelinrichtingen overeenkomstig punt 11;
 - 3.2. beperking van de in het register opgenomen gegevens tot enkel de gegevens die relevant en noodzakelijk zijn voor de verwezenlijking van het doel van het register (punt 12);
 - 3.3. vermelding van de bewaartermijn van de gegevens in het register overeenkomstig punt 13;
 - 3.4. schrapping van de woorden "ten minste" in de derde alinea van §2 (punt 14).

Voor het Kenniscentrum,

Rita Van Nuffelen - Verantwoordelijke a.i. van het Kenniscentrum

